

Comité d'initiative
«Pour une démocratie sûre et digne de confiance»

info@e-voting-moratorium.ch
www.e-voting-moratorium.ch



Lucerne, le 1er février 2019

Communiqué de presse

Tirons immédiatement la prise du système de vote électronique de La Poste !

De récentes révélations médiatiques montrent que ScytI – qui fournit le système de vote électronique vendu par La Poste – est impliquée dans de nombreuses affaires douteuses : on parle de fonds détournés, de pannes majeures et de failles de sécurité. Cette situation scandaleuse mérite une analyse approfondie. Elle démontre une fois encore la nécessité d’instaurer un moratoire sur le vote électronique comme le demande notre initiative populaire. La démocratie directe ne doit en aucun cas être sacrifiée sur l’autel de l’avidité d’entreprises étrangères et de La Poste.

Les [recherches du magazine en ligne «Republik»](#) ne présentent pas sous un jour favorable l’entreprise technologique espagnole ScytI, qui propose des système de vote électronique et qui est en grande partie financée par des investisseurs US. Des fonds publics qui auraient dû être affectés à la recherche ont été détournés pour financer le développement des produits. En Equateur, un système de ScytI est responsable d’un énorme fiasco démocratique. Dans l’Etat australien des Nouvelles-Galles-du-Sud, des spécialistes ont réussi à contourner le verrouillage cryptographique. Quand sait que cette entreprise connue pour son opacité est responsable du seul système de vote électronique qui sera utilisé en Suisse, tous les voyants d’alarme devraient passer au rouge !

Stopper immédiatement le vote électronique !

Ces récentes révélations renforcent le scepticisme croissant envers le vote électronique et nuisent à la confiance dans les institutions. **Afin de protéger notre démocratie, le comité d’initiative pour un moratoire sur le vote électronique exige de La Poste qu’elle cesse immédiatement ses expériences en la matière.** Mieux vaut une fin rapide qu’une agonie sans fin !

Le Conseiller national **Franz Grüter**, président du comité d’initiative, fait le commentaire suivant :

« Alors qu’elle est en proie à plusieurs scandales, La Poste Suisse ferait mieux de se demander si mettre en danger la confiance dans la démocratie en forçant l’introduction de systèmes de vote électronique développés à l’étranger fait vraiment partie de son cœur de métier. »

Nicolas A. Rimoldi, chef de campagne, dit :

« Si La Poste n'est pas capable de maîtriser un drone au point de perdre des analyses sanguines dans le Lac de Zurich, elle n'est certainement pas en mesure de proposer un système de vote électronique d'une complexité bien supérieure. La démocratie directe vit de la confiance des citoyens et La Poste n'est visiblement pas en mesure de la garantir. »

Et Jean Christophe Schwaab, ancien Conseiller national PS et membre du comité d'initiative, fait le commentaire suivant :

« Désormais, il est clair que le système de La Poste contient des lacunes importantes. Il n'y a pas que le système genevois qui pose problème. Il est inacceptable de brader pareillement notre droit fondamental à des élections fiables ! »

Des explications urgentes sont nécessaires

Les électrices et électeurs méritent un examen approfondi de ce scandale. Des réactions pavloviennes comme celle du Canton de Fribourg, qui minimise la portée des problèmes et ne prend pas les critiques au sérieux sont indignes d'un débat démocratique respectueux. Nous attendons avec impatience la réponse du Conseil fédéral à l'[interpellation du Conseiller national Zanetti](#), qui a demandé fin 2018 combien d'argent public suisse ScytI a touché.

Moratoire sur le vote électronique : la pré-campagne est un succès !

Le comité d'initiative est très satisfait des échos positifs recueillis suite à l'annonce du lancement de l'initiative « pour une démocratie sûre et digne de confiance ». En moins d'une semaine, 3'680 personnes se sont déclarées prêtes à récolter au moins 5 signatures sur «WeCollect.ch» (état au 31.01.2019, 20h35). En quelques jours, le tiers de notre objectif de réunir 10'000 personnes est donc atteint. Le comité est confiant d'atteindre son objectif et d'être prêt à lancer son initiative fin février/début mars 2019.

Plus d'informations : <https://evoting-moratorium.wecollect.ch/fr>

Comité d'initiative « pour une démocratie sûr et digne de confiance »

Pour toute question :

CN **Franz Grüter**, président du comité d'initiative, Tel. 079 211 07 82

Nicolas A. Rimoldi, chef de campagne, Tel. 078 657 51 56

Jean Christophe Schwaab, membre du comité d'initiative, Tel. 078 690 35 09 (en français)

Claudio Luck, Chaos Computer Club et membre du comité d'initiative, Tel. 079 261 05 94 (en italien)